# L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 23 DECEMBRE 1858.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE. SSE & Co. H. DUPOUR
G. DUVERGE. EDITEURS-PROPRIETAIRES H. HARRY.

Rue de Chartres, No 83, entre Conti et Bienville.

*NOUVELLE-ORLEANS*

JEUDI MATIN, 23 DECEMBRE 1858.


**Ventes à l'encan de ce jour**

Par Blache et Fernandez, 27 rue de Chartres—Bâtiments divers.

Par N. Vigée—A midi, dans la rotonde de l'Hôtel St Louis, sept terrains dans le troisième district.

Par H. Turpin, au magasin de M. Laborde à Xiques, 89 Noyre et Levee—Cigares de la Havane.

Aussi, au No 50 Vieille Levee—Genièvre de Hollande—Vin de Bordeaux en caisses.

Par M. Barnett jr., cour Chartres et St Louis—Bijouterie.

Par R. B. Sykes, 45 rue des Magasins—Vins du Rhin. Aussi—Salade de Corinthe.

Par Aug. Fernandez, à la Bourse St Louis—Propriété en la paroisse Jefferson.

Par J. D. Lafardey, 4 rue Vieille d'enfans, sans réserve.

## Questions extérieures.

Les événemens divers que nous avons sous les yeux, et dont nous allons donner communication à nos lecteurs, établissent d'une manière nette et précise, l'attitude à la fois forte et honorable que le gouvernement américain a prise devant les puissances européennes.

La lecture de ces documens, qui font partie des pièces diplomatiques communiquées au Congrès par l'Exécutif, mettra un terme à toutes les rumeurs passionnées dont quelques organes de la presse sur le sol des Etats Unis même, et en Europe surtout, se sont fait les échos dans ces derniers temps. A croire les journaux européens, et notamment les journaux français en apparence les mieux informés, les gouvernemens de la France, de l'Angleterre de l'Espagne jusqu'à celui de la Sardaigne, auraient formé une sainte alliance dans le but de rabaisser l'orgueil et l'insolence des Etats-Unis, d'arrêter leurs prétendus empiètemens dans l'Amérique Centrale, de contrecarrer leur politique, de venger les armes à la main peut-être, les déconfitures de M. Belly, le négociateur du traité avec le Nicaragua, l'agent patenté de toutes les grandes cours de l'Europe etc., etc.

Nous avons eu raison de nous défier de tout cet étalage de grandes paroles, de toute cette mise en scène scandaleuse à force de prétentions et de repousser les attaques violentes et malveillantes dont les feuilles ultra-gouvernementales en France, assoupissant leurs peuples, puisent leurs arguments en faveur des gigantesques projets de M. Belly, lesquels ont servi de prétexte à tant de déclamations et de déclamations entre les Etats-Unis. Un peut-le bon sens nous a suffi pour éclaire notre conscience dans ces différentes occasions.

Mais bien plus que nos observations personnelles, les documens suivants édifieront complètement nos lecteurs.

Dans sa correspondance diplomatique M. Dodge, ministre des Etats-Unis à Londres, rend compte d'une conversation officielle qu'il a eue avec lord Malmesbury, et relate les faits sur lesquels les explications les plus catégoriques ont été fournies par le Ministre de la Couronne. Nous les résumons :

Il est question de traité négocié par sir Gore Ouseley avec le ministre du Nicaragua, un des principaux objets de ce traité est de mettre fin au protectorat sur Mosquito, et la présence des vaisseaux de guerre anglais au Nicaragua n'a d'autre but que de protéger le négociateur de toute violence qui pourrait être dirigée contre lui par les filibustiers.

Le troisième point approfondi dans cette entrevue, entre le ministre américain et le chef du Foreign Office, mérite d'être attentivement noté.

Lord Malmesbury avait été étonné du contenu d'une lettre récente de lord Napier qui avait que le général Case considérait comme dirigée plus spécialement la protection de Gore Ouseley, comme incompatibles avec le traité Clayton Bulwer. Ces ordres étaient pour lui au cas où le gouvernement de Nicaragua requérait le gouvernement de Sa Majesté d'intervenir d'un ou pour le soulager, de débarquer une force armée suffisante, de la sécurité des colonies et des livrer, ainsi aux américains, à l'autorité américaine la plus proche, et de s'en faire, de se remparer immédiatement. Lord Malmesbury lui fait pas en que une parelle manière de procéder se trouvait en contradiction avec le traité, l'autre de ce traité qui interdit ciemment tout nouvelle domination et qui est une des clauses du traité. Le Président et le gouvernement désireraient l'adoption.

Enfin, sur le terme de Mexique et le projet d'intervention de la part de l'Espagne, lord Malmesbury a dit que le gouvernement britannique, dans les vingt dernières années, notamment étaient les victimes au Mexique, avait eu le dessein de demander des réparations; mais que Angleterre avait pu obtenir un ajournement, attendu l'absence au Mexique de tout gouvernement responsable de fait. Il a ajouté que de sa part la nécessité de se trouvaient les puissances mentionnées, de terminer ou exportant dans ces mesures extrêmes et les ménagemens possibles.

M. Dodge obtient de lord Malmesbury l'aveu que les Etats-Unis étaient parfaitement libres de prendre, par la présence de forces militaires, le gouvernement de Nicaragua contre toute attentate de la part des filibustiers, et à cette date transit.

En ce qui concerne M. Belly, M. Dodge avait exprimé le regret que lord Malmesbury eut ouvertement patroné son projet : le noble lord avait défendu très énergiquement et déclaré que M. Belly n'avait été crédité ni par le gouvernement français, ni par le gouvernement anglais, et qu'il était incroyable que comme ces spéculations eussent pu avoir lieu. Lord Malmesbury ajoutait que peu importe par qui l'ouverture de la route se fait, et que s'il existait des citoyens américains qui eussent des droits antérieurs à faire valoir de ce côté, il était parfaitement juste qu'ils les réclamassent.

Enfin le prince des différentes communiqués et les réclamations des colonies du Mexique, et du Pérou, et du Chili, et du Brésil, et du Pérou, et du Chili, et du Brésil, et du Pérou, et du Chili, et du Brésil